



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2022026-0001

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

—
Société AL BABTAIN FRANCE

Commune de SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Arrêté préfectoral de mise en demeure
—

Le préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 ;

VU le décret du 15 janvier 2020 nommant M. Stéphane ROUVÉ, préfet de l'Aube ;

VU le décret du 22 mars 2021 nommant M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 du 8 février 2018 ;

VU l'arrêté n° PCICP2021210-0001 du 29 juillet 2021 portant délégation de signature à M. Christophe BORGUS, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL du GRAND-EST du 18 novembre 2021 établi à la suite de la visite d'inspection du 12 octobre 2021 ;

VU le courrier recommandé du 18 novembre 2021 avec accusé réception du 22 novembre 2021 de l'inspection des installations classées transmettant le rapport susvisé du 18 novembre 2021, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, à la société AL BABTAIN FRANCE et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

VU l'absence de remarques de l'exploitant sur ce projet d'arrêté de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la visite d'inspection du 12 octobre 2021, il a été constaté que l'exploitant n'avait pas transmis le Plan d'Opération Interne (POI) au Service Départemental d'Incendie et de Secours, en écart avec l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 12 octobre 2021, il a été constaté que le plan d'Opération Interne ne définit pas correctement les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident, en écart avec l'article 8.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 12 octobre 2021, il a été constaté que le gardien de nuit de la société prestataire ARTUS n'était pas informé de l'existence du POI, en écart avec l'article 8.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-0001 du 8 février 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement prescrit :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine » ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de mettre en demeure la Société AL BABBAIN FRANCE de respecter les articles 8.6.7 et 8.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 février 2018 susvisé, à savoir la réactualisation, la transmission et la réalisation d'exercices du Plan d'Opération Interne ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La Société AL BABBAIN FRANCE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.6.7 et 8.6.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018039-001 relatifs au Plan d'Opération Interne. En particulier :

- l'exploitant transmettra sous un délai de 3 mois le Plan d'Opération Interne réactualisé en tenant compte des remarques du rapport d'inspection susvisé ;
- l'exploitant réalisera sous un délai de 6 mois, un exercice de sécurité visant à tester le Plan d'Opération Interne réactualisé.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société AL BABTAIN FRANCE.

Il sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Fait à Troyes, le **26 JAN. 2022**

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général


Christophe BORGUS

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.